



MESURES SALARIALES 2019 : LES SALARIE-ES RIENT JAUNE !

Une fois n'est pas coutume, les salarié-es des Caisses d'Epargne toucheront des miettes alors que le Groupe BPCE continue d'engranger des milliards de bénéfices. Contrairement aux années précédentes, cette distribution de miettes se fera avec la caution de certaines organisations syndicales.

Avec une augmentation annuelle de 400 euros pour les salaires jusqu'à 40 k€ et 0,8% au-delà, c'est 70 % du personnel qui touchera 80 centimes par jour, soit la valeur d'une baguette de pain industrielle.

Cette augmentation fait suite à plusieurs années de gel des salaires et une inflation qui progresse continûment jusqu'à frôler les 2 % sur la seule année 2018, dégradant notre pouvoir d'achat de plusieurs points. *Et en même temps* BPCE affiche un bénéfice cumulé de plus de 24 milliards d'euros sur les 8 dernières années, et supérieur à 3 milliards sur le seul exercice 2017 !

A cette ridicule augmentation, s'ajoute évidemment la fameuse prime Macron que nous devons à la combativité des Gilets Jaunes, versée sur « ordre » de l'Elysée et en aucun cas aux signataires de l'accord. Le gouvernement appelle ses amis patrons et consorts syndicalistes à sa rescousse pour calmer la révolte populaire.

Remercions les Gilets jaunes qui se sont mobilisés, d'autant plus que la plupart d'entre-eux/elles ne verront même pas la couleur des primes qu'ils ont permis d'obtenir !

Les choses se présentaient pourtant sous un meilleur jour que d'habitude :

- Face au mépris affiché lors des premières réunions de négociation, une revendication commune aux 5 OS d'une augmentation de salaire de 750 € pour toutes et tous avait vu le jour (ce qui représente 27M€), déstabilisant les patrons.
- Dans le contexte social tendu du moment, un véritable rapport de force existait. Les patrons semblaient quelques peu inquiets et prêts à lâcher quelque chose de plus conséquent que les années précédentes.

Alors pourquoi un si brusque et inexplicable revirement de situation de certaines OS ?

A la veille des fêtes de Noël les patrons ont fait des pieds et des mains pour décrocher coûte que coûte une signature en multipliant les réunions et ce dans le seul but de soigner leur image et de plaire à leur mentor.



La CFDT, la CGC et le SU-UNSA ne se sont pas fait prier et se sont empressés de négocier dans les couloirs, en dehors de tout cadre légal et officiel, pour récupérer à leur compte le fruit de la lutte des Gilets Jaunes et l'impact de la prime de 1 000 €. Ces pseudos OS ont fait le choix de brader les augmentations pérennes de salaires en échange de la prime. Le SU-UNSA a même déclaré « continuer sa politique de la main tendue à la direction » (sic).

Bien évidemment, **SUD-Solidaires** a bien conscience que la prime de 1 000 € va faire du bien au portefeuille de la plupart d'entre nous et notamment des plus jeunes. Nous avons décidé, comme FO, de ne pas signer l'accord proposé car nous sommes un syndicat de défense des intérêts des salarié-es et non un collectif de soutien au patronat et au gouvernement.

Les salarié-es se rendront vite compte de la supercherie. Car, ce que les patrons ont lâché d'une main ils vont le récupérer de l'autre. Il faut s'attendre à une baisse du niveau de l'intéressement, de la part variable et/ou des enveloppes individuelles.

Le compteur de la perte de pouvoir d'achat, lui, continue de tourner et d'alimenter le mécontentement généralisé.

**Tous et toutes ENSEMBLE nous aurions dû obtenir
de légitimes augmentations générales de salaires !**